

Espaces et sociétés

Appel à articles pour le dossier thématique Néolibéralisation de l'éducation et fabrique des territoires

Coordonné par Virginie Baby-Collin, Florence Bouillon, Hicham Jamid, Nora Nafaa

Parmi les 17 Objectifs de développement durable définis par l'Assemblée générale des Nations unies en 2015, le quatrième vise, d'ici à 2030, à « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». Cet objectif constitue aujourd'hui le référentiel stratégique international en matière d'éducation. Toutefois, s'il représente un défi caractéristique des sociétés contemporaines, l'accès à une éducation de qualité reste très inégal dans le monde. Les inégalités sociales et culturelles mais aussi les disparités de genre, d'appartenance ethnique, d'identité sexuelle, de religion, de résidence, de nationalité, de statut au regard du droit au séjour et de situations de handicap (UNESCO, 2021) sont exacerbées avec la mise en place progressive d'un nouvel ordre éducatif mondial (Laval et Weber, 2002). En effet, le tournant néolibéral amorcé dans les années 1980 a engendré le déclin du monopole de l'État sur les questions éducatives et l'introduction d'une multitude d'acteurs, internationaux, supranationaux et privés (Au et Ferrare, 2015 ; Ball, 2012). Depuis lors, les systèmes éducatifs sont le théâtre de nombreuses réformes d'inspiration néolibérale (Gulson, 2011 ; Jahnke *et al.*, 2019 ; Giband *et al.*, 2020), tandis que les États se voient toujours davantage évalués et mis en concurrence du point de vue de leurs performances scolaires (Chatel, 2013).

La néolibéralisation de l'éducation, qui se manifeste par des processus de privatisation de services et d'institutions éducatifs, mais aussi par l'intégration de logiques commerciales et managériales dans des dispositifs publics, prend une ampleur croissante dans de nombreux contextes du Nord et du Sud. Elle concerne l'enseignement supérieur, mais également l'enseignement scolaire (primaire et secondaire) et préscolaire, couvrant ainsi transversalement l'ensemble des niveaux éducatifs. Des travaux de recherches, principalement dans les champs de la sociologie et des sciences de l'éducation, se sont penchés sur ces transformations (Félouzis *et al.*, 2013). Ils croisent toutefois peu les secteurs publics et privés de l'éducation, d'une part, et l'enseignement primaire, secondaire et universitaire, d'autre part. La mise en regard des travaux sur les pays du Nord et ceux du Sud est encore plus rare, bien qu'elle soit émergente (Giband *et al.*, 2020). De plus, ces recherches sont assez peu tournées vers l'analyse des espaces concernés par ces transformations, plus souvent envisagés comme des contextes que comme de véritables territoires structurés par les dispositifs éducatifs. L'éducation est pourtant devenue structurante, voire motrice de l'attractivité d'un quartier, d'une métropole ou d'une région, en même temps qu'un outil de redynamisation des zones rurales délaissées.

Ce dossier thématique s'inscrit dans la continuité des interrogations que la revue *Espaces et sociétés* soulève sur la mise en relation entre les dynamiques éducatives et territoriales (n° 166, 2016, « Espaces scolaires et éducatifs » ; n° 159, 2014 « L'Université : retour à la ville »). Son originalité consistera donc à documenter la manière dont les logiques néolibérales, qui

traversent le secteur éducatif du primaire au supérieur, participent de la fabrique des espaces contemporains, aussi bien dans des marges (urbaines ou rurales) que dans des centralités métropolitaines – tout comme dans des espaces créés spécifiquement pour l'éducation, à l'exemple des campus éducatifs ou des *hubs* éducatifs émergents, par exemple en Asie (Singapour, Hong Kong, Malaisie) et au Moyen-Orient (Émirats arabes unis, Qatar, Bahreïn). Il s'intéressera également à la façon dont s'internationalisent et circulent des modèles éducatifs dans ce processus, entre enseignement primaire, secondaire et supérieur, entre public et privé, entre Nords et Suds, sans présupposer d'un sens unidirectionnel de ces circulations.

Pour ce faire, ce dossier propose trois axes de réflexion, qui pourront aussi être abordés de manière transversale.

1. Espaces de circulation des modèles éducatifs dans le tournant néolibéral

Si le néolibéralisme est une notion définie, discutée dans la littérature scientifique, elle demeure relativement surplombante (Harvey, 2007). C'est pourquoi de nombreux auteurs et autrices lui préfèrent celle de néolibéralisation, en tant que processus, qui permet de mettre davantage l'accent sur les transformations sociales, économiques, politiques et géographiques au sein de contextes nationaux variés, et à différentes échelles. Dans le cas de l'éducation, la privatisation fait l'objet d'un intérêt croissant, mais aussi de controverses et du déploiement d'une nouvelle terminologie, ainsi que l'illustre la notion de quasi-marché, qui permet de décliner et d'identifier les parts du privé dans l'éducation, notamment publique à plusieurs échelles – des dispositifs locaux aux politiques nationales et injonctions internationales (Félouzis *et al.*, 2013 ; Verger *et al.*, 2016). C'est bien parce que ce tournant néolibéral s'incarne différemment selon les États, des Nords et des Suds, et les territoires, urbains et ruraux, que l'on peut observer des modèles de privatisation et de managérisation de l'éducation différents, qui se ressemblent sans être pour autant identiques. Si la circulation transnationale des modèles éducatifs est une histoire ancienne (Alix et Kahn, 2023), quels sont les modèles contemporains, comment et dans quels espaces circulent-ils ? Sont-ils des déclinaisons d'un modèle global ou peut-on observer des spécificités régionales, voire subrégionales ? Existe-t-il des modèles concurrents, qui traduirait des visions différentes de ce que devrait être l'éducation dans un contexte mondialisé ?

1. Internationalisation des acteurs de l'éducation : formes et espaces

Les acteurs privés tels que les entreprises d'éducation et les institutions éducatives cherchent aujourd'hui à étendre leur influence au-delà des frontières nationales (Burch, 2009 ; Saltman, 2015). Cette expansion se manifeste par la création de campus internationaux (à l'exemple des *education hubs* et des *education cities*), l'établissement de partenariats éducatifs transnationaux et l'exportation de programmes éducatifs à l'étranger selon des relations diplomatiques anciennes et nouvelles. Les institutions éducatives publiques, telles que les universités, les organismes gouvernementaux et les organisations internationales, jouent également un rôle croissant dans ce processus (Ball, 2012 ; Lipman, 2013 ; Rönnberg, 2017). Ces acteurs cherchent à promouvoir l'échange culturel, le transfert de connaissances et la mobilité des

étudiant-e-s et des enseignant-e-s à l'échelle mondiale. Cependant, cette internationalisation soulève des questions complexes liées à l'inégalité d'accès à l'éducation et à la mobilité pour études (Jamid *et al.*, 2020), à la standardisation des curricula, aux différences culturelles et aux dynamiques de pouvoir. Selon quelles logiques politiques, économiques et géographiques, ces acteurs se déploient-ils ? Une attention particulière sera portée aux entrepreneurs de l'éducation, dits « édupreneurs », et notamment aux groupes internationaux, et à leurs espaces de déploiement (Li, 2011).

Faisant écho aux récents travaux sur la néolibéralisation des systèmes éducatifs et les répercussions socio spatiales de ce processus à différentes échelles (Cucchiara, 2013 ; Audren, 2015 ; Giband *et al.* 2020 ; Nafaa, 2021), il s'agit aussi d'appréhender les logiques de déploiement des acteurs, les transformations des espaces qu'ils induisent, ainsi que les relations de pouvoir et de dépendance qui y sont à l'œuvre. Comment les acteurs éducatifs publics, privés et internationaux peuvent-ils accroître l'attractivité d'un territoire et de quelle manière, inversement, peuvent-ils contribuer à son rejet, de l'échelle du quartier à celle plus large de la métropole, de la région voire du pays concerné ?

2. Enjeux spatiaux du développement du marché éducatif privé

La structure classique du marché privé est, dans de nombreux États, souvent transformée par l'apparition de nouveaux établissements, qui ne se destinent plus seulement aux élèves les plus privilégié-e-s, mais au plus grand nombre, en affinant et diversifiant la gamme des produits éducatifs, leurs tarifs, leurs infrastructures et leur offre pédagogique. Quelles sont leurs logiques de diffusion ? Peut-on identifier de nouveaux types d'écoles privées ? Des offres éducatives spécifiques sont-elles repérables en fonction des territoires d'implantation ? Peut-on repérer des spécialisations régionales ou nationales ? Enfin, quels sont les effets de ces dynamiques de privatisation en matière d'inégalités socio spatiales ?

Les articles pourront s'appuyer sur des études de cas spécifiques, à partir de champs disciplinaires pluriels, croisant dimensions sociales et spatiales du phénomène. Afin de favoriser des perspectives croisées, des recherches comparatives sont également bienvenues, qu'elles soient locales, régionales, nationales, au Nord et au Sud. Nous serons enfin sensibles aux aspects théoriques, épistémologiques et méthodologiques des propositions qui appréhendent les logiques de néolibéralisation des systèmes éducatifs au croisement des transformations des territoires.

BIBLIOGRAPHIE

- ALIX Sébastien-Akira, KAHN Pierre, 2023, « Circulations transnationales en matière d'éducation (XIX^e-XX^e siècles) : note de synthèse des travaux d'un champ de recherche en expansion », *Recherches en éducation*, n° 50 [DOI : <https://doi.org/10.4000/ree.11516>].

- AUDREN Gwenaëlle, 2015, *Géographie de la fragmentation urbaine et territoires scolaires à Marseille*, thèse de doctorat en géographie, Aix Marseille Université.
- AU Wayne, FERRARE Joseph J. (dir.), 2015, *Mapping corporate education reform: Power and policy networks in the neoliberal state*, New York-Londres, Routledge.
- BALL Stephen J., 2012, *Global education inc: New policy networks and the neo-liberal imaginary*, New York-Londres, Routledge.
- BURCH Patricia, 2009, *Hidden markets: The new education privatization*, New York-Londres, Routledge.
- CHATEL Elisabeth, 2013, « L'évaluation de l'éducation dans le contexte de mondialisation : le cas français», *Trema*, n° 40, p. 28-40.
- CUCCHIARA Maia Bloomfield, 2013, *Marketing schools, marketing cities: Who wins and who loses when schools become urban amenities*, Chicago, University of Chicago Press.
- FELOUZIS Georges, MAROY Christian, VAN ZANTEN Agnès, 2013, *Les marchés scolaires : sociologie d'une politique publique d'éducation*, Paris, Puf.
- GIBAND David, MARY Kevin, NAFAA Nora, 2020, « Introduction. Éducation, privatisation, ségrégation : regards croisés Nord/Sud. De l'importance de la dimension spatiale des dynamiques éducatives », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 19, p. 7-20.
- GULSON Kalervo, 2011, *Education policy, space and the city: Markets and the (in) visibility of race*, New York-Londres, Routledge.
- HARVEY David, 2007, *A brief history of neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press.
- JAHNKE Holger, KRAMER Caroline, MEUSBURGER Peter (dir.), 2019, *Geographies of schooling*, Cham, Springer.
- JAMID Hicham, KABBANJI Lama, LEVATINO Antonina, MARY Kévin, 2020, « Les migrations pour études au prisme des mobilités sociales », *Migrations Société*, vol. 2, n° 180, p. 19-35.
- LAVAL Christian, WEBER Louis, 2002, *Le nouvel ordre éducatif mondial*, Paris, Syllepse-Nouveaux regards.
- LI Weixiao, 2011, *Edupreneurs: A Study on For-Profit Education in Mainland China. Dissertation*, thèse de doctorat en pédagogie, Ludwig-Maximilians-Universität (Munich).
- LIPMAN Pauline, 2011, *The new political economy of urban education: Neoliberalism, race, and the right to the city*, New York-Londres, Routledge.
- NAFAA Nora, 2021, *Déposséder l'école pour servir la ville néolibérale aux États-Unis, les cas d'Atlanta et de Philadelphie*, thèse de doctorat en géographie, université de Perpignan Via Domitia.
- RÖNNBERG Linda, 2017, « From national policy-making to global edu-business: Swedish entrepreneurs on the move », *Journal of Education Policy*, vol. 2, n° 32, p. 234-249.
- SALTMAN Kenneth J., 2015, *Capitalizing on disaster: Taking and breaking public schools*, New York-Londres, Routledge.
- Unesco, 2021, *Reimagining Our Futures Together: A New Social Contract for Education* [URL: <https://en.unesco.org/futuresofeducation/>, consulté le 13/07/2023].

VERGER Antony, FONTDEVILA Clara, ZANCAJO Adrian, 2016, *The privatization of education: A political economy of global education reform*, New York-Londres, Teachers College Press.

COORDINATION DU DOSSIER

Virginie Baby-Collin, Florence Bouillon, Hicham Jamid, Nora Nafaa

CALENDRIER

Envoi des articles au plus tard **le 25 mars 2024**

ADRESSE POUR LA CORRESPONDANCE

exclusivement en version électronique par courriel aux adresses suivantes :

virginie.baby-collin@univ-amu.fr ; florence.bouillon@gmail.com ;

hichamjmd@gmail.com ; nora.nafaa@gmail.com

Les auteurs qui s'interrogent sur la pertinence de leur proposition peuvent contacter les coordinateurs

ATTENTION

La revue n'accepte pas de propositions d'articles, mais des articles complets.

Les articles ne dépassent pas 45 000 signes (espaces comprises) en incluant : texte, notes, références bibliographiques, annexes, mais hors résumés et mots clés.

Les normes de présentation et les conseils aux auteurs sont disponibles sur le site de la revue :

[https://www.editions-
eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-
consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf](https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-aconsignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf)

La revue rappelle que tout auteur peut lui adresser, à tout moment, un article en hors dossier, si celui-ci concerne le rapport espaces, territoires et populations au sens large et s'il respecte les normes de publication

Espaces et sociétés

Convocatoria de artículos para el monográfico Neoliberalización de la educación y reconfiguración territoriales

Coordinado por Virginie Baby-Collin, Florence Bouillon, Hicham Jamid, Nora Nafaa

Entre los 17 Objetivos de desarrollo sostenible definidos por la Asamblea General de las Naciones Unidas en 2015, el cuarto aspira a, de aquí a 2030, “garantizar una educación inclusiva, equitativa y de calidad, y promover oportunidades de aprendizaje durante toda la vida para todos”. Este objetivo constituye hoy la referencia estratégica internacional en materia de educación. Sin embargo, aunque representa un desafío característico de las sociedades contemporáneas, el acceso a una educación de calidad sigue siendo muy desigual en el mundo. Las desigualdades sociales y culturales, pero también las disparidades de género, de pertenencia étnica, de identidad sexual, de religión, según el lugar donde se vive, la nacionalidad, el estatus, el derecho de residencia y la discapacidad (UNESCO, 2021), se han intensificado con el progresivo establecimiento de un nuevo orden educativo mundial (Laval y Weber, 2002). El giro neoliberal iniciado en la década de 1980 generó el declive del monopolio del Estado en las cuestiones educativas y la introducción de una multitud de actores internacionales, supranacionales y privados (Au y Ferrara, 2015; Ball, 2012). Desde entonces, los sistemas educativos han sido el escenario de numerosas reformas de inspiración neoliberal (Gulson, 2011; Jahnke *et al.*, 2019; Giband *et al.*, 2020), mientras que los Estados se ven cada vez más evaluados y sujetos a concurrencia desde el punto de vista del rendimiento escolar (Chatel, 2013).

La neoliberalización de la educación, que se manifiesta mediante procesos de privatización de servicios y de instituciones educativas, pero también mediante la integración de lógicas comerciales y de gestión empresarial en los sistemas públicos, cobra cada vez más extensión en muchos contextos del Norte y del Sur. Incluye la enseñanza superior pero también la escolar (primaria y secundaria) y preescolar, cubriendo así transversalmente el conjunto de todos los niveles educativos. Los trabajos de investigación, principalmente en los campos de la sociología y las ciencias de la educación, han analizado estas transformaciones (Félix-Zizzi *et al.*, 2013). Sin embargo, poco han cruzado los sectores públicos y privados de la educación, por un lado, y la enseñanza primaria, secundaria y universitaria, por otro. Los trabajos sobre países del Norte y del Sur son aún más escasos, aunque constituyen un campo emergente (Giband *et al.*, 2020). Además, estas investigaciones se centran poco en los espacios afectados por estas transformaciones, que se consideran más como contextos que como verdaderos territorios estructurados por los sistemas educativos. Sin embargo, la educación se ha convertido en un factor de estructuración o incluso en un motor del atractivo de un barrio, una metrópoli o una región, así como en una herramienta de dinamización de áreas rurales en declive.

Este monográfico se inscribe en la continuidad de las cuestiones que ha planteado la revista *Espaces et sociétés* sobre la relación entre dinámicas educativas y territoriales (nº 166, 2016, “Espacios escolares y educativos”; nº 159, 2014 “La Universidad: de vuelta a la ciudad”). Su originalidad consistirá en documentar la manera en que las lógicas neoliberales, que atraviesan el sector educativo desde la enseñanza primaria hasta la superior, participan en la reconfiguración de los espacios contemporáneos, tanto en los márgenes (urbanos o rurales) como en las centralidades metropolitanas—pero también en los espacios creados específicamente para la educación, como campus educativos o *hubs* educativos emergentes, por ejemplo en Asia (Singapur, Hong Kong, Malasia) y en Medio Oriente (Emiratos árabes, Qatar,

Bahréin)—. También se interesará por la forma en que, en este proceso, los modelos educativos se internacionalizan y circulan entre la enseñanza primaria, secundaria y superior, entre público y privado, entre Nortes y el Sures, sin presuponer que haya un sentido unidireccional en estas circulaciones.

Para ello, este dossier propone tres ejes de investigación que también podrán ser abordados de manera transversal.

1. Espacios de circulación de modelos educativos en el giro neoliberal

Aunque el neoliberalismo es una noción definida, discutida y rebatida en la literatura científica, sigue siendo relativamente dominante (Harvey, 2007). Es por ello que muchos autores y autoras prefieren la de neoliberalización, en tanto que proceso, que permite sobre todo poner el acento sobre las transformaciones sociales, económicas, políticas y geográficas a diferentes escalas y en el seno de contextos nacionales diversos. En el caso de la educación, la privatización es objeto de un interés creciente, pero también de controversias y del despliegue de una nueva terminología, como ilustra la noción de cuasimercado, que permite definir e identificar la participación de lo privado en la educación, en particular en la educación pública, a distintas escalas, desde los sistemas locales hasta las políticas nacionales y las exhortaciones internacionales (Félouzis *et al.*, 2013; Verger *et al.*, 2016). Precisamente porque ese giro neoliberal se encarna de distintas maneras dependiendo de los Estados —de los Nortes y de los Sures— y de los territorios —urbanos y rurales—, podemos observar diferentes modelos de privatización y gerencialización de la educación, que son parecidos pero no idénticos. Si la circulación transnacional de modelos educativos tiene una larga historia (Alix y Kahn, 2023), ¿cuáles son los modelos contemporáneos y cómo y en qué espacios circulan? ¿Son declinaciones de un modelo global, o se pueden observar especificidades regionales o incluso subregionales? ¿Existen modelos que compiten entre sí, que traducen diferentes visiones de lo que debería ser la educación en un contexto globalizado?

2. Internacionalización de los agentes de la educación: formas y espacios

Agentes privados como empresas de educación e instituciones educativas buscan hoy extender su influencia más allá de las fronteras nacionales (Burch, 2009; Saltman, 2015). Esta expansión se manifiesta en la creación de campus internacionales (como los *education hubs* y los *education cities*), en el establecimiento de sociedades educativas transnacionales y en la exportación de programas educativos al extranjero a través de antiguas y nuevas relaciones diplomáticas. Las instituciones educativas públicas, como universidades, organismos gubernamentales y organizaciones internacionales, juegan también un papel cada vez más importante en este proceso (Ball, 2012; Lipman, 2013; Rönnberg, 2017). Estos agentes buscan promover el intercambio cultural, la transferencia de conocimientos y la movilidad de estudiantes y del profesorado a escala mundial. Sin embargo, esta internacionalización suscita cuestiones complejas relacionadas con el acceso desigual a la educación y a la movilidad por estudios (Jamid *et al.*, 2020), con la estandarización de los currícula, con las diferencias culturales y las dinámicas de poder. ¿Según qué lógicas políticas, económicas y geográficas se despliegan estos agentes actores? Merecerán una atención especial los empresarios de la educación—los llamados en Francia “edupresarios” (*édupreneurs*)—y, en particular, los grupos internacionales y los espacios en los que se despliegan (Li, 2011).

Haciéndose eco de los trabajos recientes sobre la neoliberalización de los sistemas educativos y las repercusiones socioespaciales de ese proceso a diferentes escalas (Cucchiara, 2013; Audren, 2015; Giband *et al.* 2020; Nafaa, 2021), se trata también de captar y comprender las lógicas del despliegue de los agentes, las transformaciones que inducen en los espacios y las relaciones de poder y de dependencia que operan en todo ello. ¿Cómo los agentes educativos públicos, privados e internacionales pueden aumentar el atractivo de un determinado territorio y, a la inversa, de qué manera pueden contribuir a su rechazo, desde la escala del barrio hasta otras más amplias como la de la metrópoli, la región o incluso el país?

3. Cuestiones espaciales del desarrollo del mercado educativo privado

En muchos Estados, la estructura clásica del mercado privado se transforma a menudo por la aparición de nuevos establecimientos que ya no se dirigen únicamente al alumnado más privilegiado, sino también al mayoritario, para lo que afinan y diversifican la gama de productos educativos, precios, infraestructuras y oferta pedagógica. ¿Cuáles son sus lógicas de difusión? ¿Pueden identificarse nuevos tipos de escuelas privadas? ¿Se encuentran ofertas educativas específicas en función de los lugares en los que se implantan? ¿Existen especializaciones regionales o nacionales? Por último, ¿cuáles son los efectos de estas dinámicas de privatización en materia de desigualdades socioespaciales?

Los artículos podrán apoyarse en estudios de casos concretos, a partir de campos disciplinares diversos, cruzando dimensiones sociales y espaciales del fenómeno. A fin de favorecer las perspectivas cruzadas, también son bienvenidas las investigaciones comparadas, ya sean locales, regionales o nacionales, en el Norte o en el Sur. Por último, seremos sensibles a los aspectos teóricos, epistemológicos y metodológicos de las propuestas que aborden las lógicas de neoliberalización de los sistemas educativos en la encrucijada de las transformaciones territoriales.

BIBLIOGRAFIA

- ALIX Sébastien-Akira, KAHN Pierre, 2023, "Circulations transnationales en matière d'éducation (XIX^e-XX^e siècles) : note de synthèse des travaux d'un champ de recherche en expansion)", *Recherches en éducation*, n° 50 [DOI: <https://doi.org/10.4000/ree.11516>].
- AUDREN Gwenaëlle, 2015, *Géographie de la fragmentation urbaine et territoires scolaires à Marseille*, tesis de doctorado en Geografía, Aix Marseille Université.
- AU Wayne, FERRARE Joseph J. (dir.), 2015, *Mapping corporate education reform: Power and policy networks in the neoliberal state*, New York-Londres, Routledge.
- BALL Stephen J., 2012, *Global education inc: New policy networks and the neo-liberal imaginary*, New York-Londres, Routledge.
- BURCH Patricia, 2009, *Hidden markets: The new education privatization*, New York-Londres, Routledge.
- CHATEL Elisabeth, 2013, "L'évaluation de l'éducation dans le contexte de mondialisation : le cas français", *Trema*, n° 40, p. 28-40.
- CUCCHIARA Maia Bloomfield, 2013, *Marketing schools, marketing cities: Who wins and who loses when schools become urban amenities*, Chicago, University of Chicago Press.
- FELOUZIS Georges, MAROY Christian, VAN ZANTEN Agnès, 2013, *Les marchés scolaires : sociologie d'une politique publique d'éducation*, Paris, Puf.

- GIBAND David, MARY Kevin, NAFAA Nora, 2020, "Introduction. Éducation, privatisation, ségrégation : regards croisés Nord/Sud. De l'importance de la dimension spatiale des dynamiques éducatives", *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 19, p. 7-20.
- GULSON Kalervo, 2011, *Education policy, space and the city: Markets and the (in) visibility of race*, New York-Londres, Routledge.
- HARVEY David, 2007, *A brief history of neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press.
- JAHNKE Holger, KRAMER Caroline, MEUSBURGER Peter (dir.), 2019, *Geographies of schooling*, Cham, Springer.
- JAMID Hicham, KABBANJI Lama, LEVATINO Antonina, MARY Kévin, 2020, "Les migrations pour études au prisme des mobilités sociales", *Migrations Société*, vol. 2, n° 180, p. 19-35.
- LAVAL Christian, WEBER Louis, 2002, *Le nouvel ordre éducatif mondial*, Paris, Syllepse-Nouveaux regards.
- LI Weixiao, 2011, *Edupreneurs: A Study on For-Profit Education in Mainland China. Dissertation*, thèse de doctorat en pédagogie, Ludwig-Maximilians-Universität (Munich).
- LIPMAN Pauline, 2011, *The new political economy of urban education: Neoliberalism, race, and the right to the city*, New York-Londres, Routledge.
- NAFAA Nora, 2021, *Déposséder l'école pour servir la ville néolibérale aux États-Unis, les cas d'Atlanta et de Philadelphie*, tesis de doctorado en Geografia, Université de Perpignan Via Domitia.
- RÖNNBERG Linda, 2017, "From national policy-making to global edu-business: Swedish entrepreneurs on the move), *Journal of Education Policy*, vol. 2, n° 32, p. 234-249.
- SALTMAN Kenneth J., 2015, *Capitalizing on disaster: Taking and breaking public schools*, New York-Londres, Routledge.
- Unesco, 2021, *Reimagining Our Futures Together: A New Social Contract for Education* [URL: <https://en.unesco.org/futuresofeducation/>, consultado el 13/07/2023].
- VERGER Antony, FONTDEVILA Clara, ZANCAJO Adrian, 2016, *The privatization of education: A political economy of global education reform*, New York-Londres, Teachers College Press.

COORDINACIÓN DEL MONOGRÁFICO

Virginie Baby-Collin, Florence Bouillon, Hicham Jamid, Nora Nafaa

CALENDARIO

Envío de artículos antes del **25 de marzo de 2024**

DIRECCIÓN PARA LA CORRESPONDENCIA

exclusivamente en formato digital por correo electrónico a las direcciones siguientes:

virginie.baby-collin@univ-amu.fr ; florence.bouillon@gmail.com ;

hichamjmd@gmail.com ; nora.nafaa@gmail.com

Los y las autoras que tengan dudas sobre la pertinencia de sus propuestas pueden ponerse en contacto con las responsables del monográfico.

ATENCIÓN

La revista no acepta propuestas de artículos, sino artículos completos.

Los artículos no deben sobrepasar los 45.000 caracteres (espacios incluidos), contando el texto, las notas, las referencias bibliográficas y los anexos, pero no los resúmenes ni las palabras clave.

Las normas de presentación y los consejos a los autores y autoras están disponibles en el sitio web de la revista:

[https://www.editions-
eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-
consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf](https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf)

La revista recuerda que cualquier autor puede presentar un artículo de miscelánea en cualquier momento, siempre que se refiera a la relación entre espacios, territorios y poblaciones (entiéndase en el sentido más amplio de estos términos) y que respete las normas de publicación.

Espaces et sociétés

Call for papers for the journal feature on Neoliberalization of education and the making of territories

Coordinated by Virginie Baby-Collin, Florence Bouillon, Hicham Jamid, Nora Nafaa

The fourth of the 17 Sustainable Development Goals set by the United Nations General Assembly in 2015 is to “ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning opportunities for all.” This objective now constitutes the international strategic benchmark for education. However, whilst it represents a common challenge for contemporary societies, access to quality education remains very uneven across the world. Social and cultural inequalities, but also disparities of gender, ethnicity, sexual identity, religion, residence, nationality, residence status, and situations of disability (UNESCO, 2021) are exacerbated as a new global educational order is gradually put in place (Laval and Weber, 2002). Indeed, the neoliberal turn that began in the 1980s led to the decline of the state monopoly on educational matters and the introduction of a multiplicity of actors, international, supranational, and private (Au and Ferrare, 2015; Ball, 2012). Since then, education systems have been the arena of many neoliberal-inspired reforms (Gulson, 2011; Jahnke et al., 2019; Giband et al., 2020), while states are increasingly evaluated and compared in terms of their educational performance (Chatel, 2013).

The neoliberalization of education, which takes the form of privatization processes affecting educational services and institutions, but also the incorporation of commercial and managerial priorities into public systems, is gaining momentum in many places in the Global North and South. It affects higher education, but also primary, secondary and even preschool education, thus covering educational levels across the board. Research, mainly in the fields of sociology and educational science, has focused on these changes (Félouzis et al., 2013). However, it rarely compares the public and private education sectors, on the one hand, and primary, secondary and university education, on the other. Research that compares countries in the Global North and South is even rarer, although it is beginning to emerge (Giband et al., 2020). Moreover, little attention is paid in this research to the analysis of the spaces where these changes occur, which are more often considered as contexts than as real spaces structured by educational systems. However, education has become a structural factor, even determining the attractiveness of a district, a city or a region, as well as being a tool for revitalizing neglected rural areas.

The theme of this issue pursues questions that the journal *Espaces et Sociétés* has previously raised about the relationship between educational and territorial dynamics (no. 166, 2016, “School and educational spaces”; no. 159, 2014, “The University: return to the city”). Its originality will therefore consist in documenting the way in which neoliberal dynamics, which run through the education sector from primary to higher education, are contributing to the creation of contemporary spaces, both in peripheral areas (urban or rural) and in central urban ones – as well as in spaces created specifically for education, such as campuses or emerging educational hubs, for example in Asia (Singapore, Hong Kong, Malaysia) and the Middle East (United Arab Emirates, Qatar, Bahrain). It will also look at how educational models are

internationalized and circulate in this process, between primary, secondary and higher education, between public and private, between North and South, without presupposing that this circulation is unidirectional.

To this end, the feature proposes three areas of exploration, though crosscutting perspective will also be welcome.

1. Circulation spaces of educational models in the neoliberal turn

While neoliberalism is a notion extensively defined, discussed and contested in the scientific literature, the perspective remains somewhat all-encompassing (Harvey, 2007). This is why many authors prefer the motion of neoliberalization, as a process, which permits greater emphasis to be placed on social, economic, political and geographical changes within various national contexts and at different scales. In the case of education, privatization is generating growing interest, as well as controversy and a new terminology, as illustrated by the notion of the quasi-market, which can be used to assess and identify the involvement of the private sector in education, in particular public education, at several scales—from local systems to national policies and international pressures (Félouzis et al., 2013; Verger et al., 2016). It is indeed because this neoliberal turn takes different forms between states, in the global North and South, and territories, urban and rural, that we observe different models for the privatization and management of education, which are similar without being identical. While there is nothing new about the transnational circulation of educational models (Alix and Kahn, 2023), what contemporary forms does it assume, how and in what spaces do they circulate? Are they variations on a global model or can regional or even subregional specificities be observed? Are there competing models, which would reflect different visions of what education should be in a globalized context?

2. Internationalization of the actors of education: forms and spaces

Private actors such as education companies and educational institutions are now seeking to extend their influence beyond national borders (Burch, 2009; Saltman, 2015). This expansion is manifested in the creation of international campuses (like education hubs and education cities), the establishment of transnational educational partnerships and the export of educational programs abroad in an expression of diplomatic relations old and new. Public educational institutions, such as universities, government agencies and international organizations, also play an increasing role in this process (Ball, 2012; Lipman, 2013; Rönnberg, 2017). These entities seek to promote cultural exchange, the transfer of knowledge and the mobility of students and teachers on a global scale. However, this internationalization raises complex issues relating to unequal access to education and to educational mobility (Jamid et al., 2020), the standardization of curricula, cultural differences and power dynamics. Through what political, economic and geographical processes do these entities emerge? Particular attention will be paid to education entrepreneurs, known as “edupreneurs”, and in particular to international groups and their areas of operation (Li, 2011).

Echoing recent works on the neoliberalization of education systems and the socio-spatial repercussions of this process at different scales (Cucchiara, 2013; Audren, 2015; Giband et al. 2020; Nafaa, 2021), the aim is also to understand the rationale behind the deployment of the actors, the changes they bring about in the places where they intervene, as well as the relations of power and dependence in those places. How can public, private and international educational actors make a territory more attractive and how, conversely, can they contribute to its rejection, from the scale of the single neighbourhood to that of the wider metropolis, region or even country concerned?

3. Spatial issues around the development of the private educational market

The classic structure of the private market is, in many countries, often transformed by the appearance of new establishments, which no longer address only the most privileged students, but seek to attract a wider population by refining and diversifying the range of educational products, their prices, their infrastructures and their educational offer. What are their disseminative priorities? Can new types of private school be identified? Are specific educational offers identifiable, geared to the territories in which they are located? Can regional or national specializations be identified? Finally, what are the effects of these dynamics of privatization in terms of socio-spatial inequalities?

Articles may be based on specific case studies, from multiple disciplinary fields, combining the social and spatial dimensions of the phenomenon. In order to promote cross-perspectives, comparative research is also welcome, whether local, regional, national, in the North or in the South. Finally, we will be attentive to the theoretical, epistemological and methodological aspects of the proposals in their attempts to grasp interface between neoliberalization processes in educational systems and territorial transformations.

BIBLIOGRAPHY

- ALIX Sébastien-Akira, KAHN Pierre, 2023, "Transnational circulations in education (19TH-20TH CENTURIES) : summary note of the work of an expanding field of research", *Recherches en éducation*, n° 50 [DOI : <https://doi.org/10.4000/ree.11516>].
- AUDREN Gwenaëlle, 2015, *Geography of urban fragmentation and school territories in Marseille*, doctoral thesis in geography, Aix Marseille University.
- AU Wayne, FERRARE Joseph J. (dir.), 2015, *Mapping corporate education reform: Power and policy networks in the neoliberal state*, New York-Londres, Routledge.
- BALL Stephen J., 2012, *Global education inc: New policy networks and the neo-liberal imaginary*, New York-Londres, Routledge.
- BURCH Patricia, 2009, *Hidden markets: The new education privatization*, New York-Londres, Routledge.
- CHATEL Elisabeth, 2013, « L'évaluation de l'éducation dans le contexte de mondialisation : le cas français», *Trema*, n° 40, p. 28-40.
- CUCCHIARA Maia Bloomfield, 2013, *Marketing schools, marketing cities: Who wins and who loses when schools become urban amenities*, Chicago, University of Chicago Press.

- FÉLOUZIS Georges, MAROY Christian, VAN ZANTEN Agnès, 2013, *School markets: sociology of a public education policy*, Paris, Puf.
- GIBAND David, MARY Kevin, NAFAA Nora, 2020, “Introduction. Education, privatization, segregation: North/South perspectives. On the importance of the spatial dimension of educational dynamics”, *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, no 19, p. 7-20.
- GULSON Kalervo, 2011, *Education policy, space and the city: Markets and the (in) visibility of race*, New York-London, Routledge.
- HARVEY David, 2007, *A brief history of neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press.
- JAHNKE Holger, KRAMER Caroline, MEUSBURGER Peter (eds.), 2019, *Geographies of schooling*, Cham, Springer.
- JAMID Hicham, K ABBANJI Lama, L EVATINO Antonina, M ARY Kévin, 2020, “Migration for studies through the prism of social mobility”, *Migrations Société*, vol. 2, no 1 80, p. 19-35.
- LAVAL Christian, WEBER Louis, 2002, *The new world educational order*, Paris, Syllepse-Nouveaux regards.
- LI Weixiao, 2011, *Edupreneurs: A Study on For-Profit Education in Mainland China. Dissertation*, doctoral thesis in pedagogy, Ludwig-Maximilians-Universität (Munich).
- LIPMAN Pauline, 2011, *The new political economy of urban education: Neoliberalism, race, and the right to the city*, New York-Londres, Routledge.
- NAFAA Nora, 2021, *Dispossessing school to serve the neoliberal city in the United States, the cases of Atlanta and Philadelphia*, doctoral thesis in geography, University of Perpignan Via Domitia.
- RÖNNBERG Linda, 2017, “From national policy-making to global edu-business: Swedish entrepreneurs on the move”, *Journal of Education Policy*, vol. 2, n° 32, p. 234-249.
- SALTMAN Kenneth J., 2015, *Capitalizing on disaster: Taking and breaking public schools*, New York-London, Routledge.
- Unesco, 2021, *Reimagining Our Futures Together: A New Social Contract for Education* [URL: <https://en.unesco.org/futuresofeducation/>, consulted on 13/07/2023].
- VERGER Antony, Fontdevila Clara, Zancajo Adrian, 2016, *The privatization of education: A political economy of global education reform*, New York-Londres, Teachers College Press.

FEATURE COORDINATORS

Virginie Baby-Collin, Florence Bouillon, Hicham Jamid, Nora Nafaa

TIMETABLE

Articles to be submitted no later than **March 25, 2024**

ADDRESS FOR CORRESPONDENCE

exclusively by e-mail to the following addresses:

virginie.baby-collin@univ-amu.fr ; florence.bouillon@gmail.com ;
hichamjmd@gmail.com ; nora.nafaa@gmail.com

Authors who are uncertain about the suitability of their proposal can contact the coordinators

The journal does not accept article proposals, only completed articles.

Articles should not exceed 45,000 characters (including spaces), encompassing: text, notes, bibliographical references, appendices, but excluding abstracts and keywords.

The presentation requirements and advice for authors are available on the journal website:

[https://www.editions-
eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-
consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf](https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf)

The journal would like to remind potential contributors that they can at any time submit an article outside the subject of this special feature, if it is about the relationship between spaces, territories and populations in the widest sense, and provided that it meets the publication requirements.